

Pages de Profils



Entre 1990 et 2011, le produit intérieur brut du Nord-Pas-de-Calais a progressé de 1,3 % par an en moyenne. Si cette hausse est similaire à la moyenne des régions de province, la région connaît toutefois une croissance plus soutenue que les régions présentant une structure productive ou une croissance démographique similaires. La récession de 2008-2009 affecte de façon brutale l'économie régionale. Le Nord-Pas-de-Calais fait toutefois partie de la dizaine de régions qui ont retrouvé ou dépassé en 2011 le niveau de PIB qu'elles avaient atteint en 2008. Dans le même temps, la structure productive régionale s'est rapprochée de celle de la France de province : le poids de l'industrie et des services marchands dans la valeur ajoutée régionale est désormais équivalent à celui observé à l'échelon national. Le tertiaire marchand, et en particulier les services marchands, est le principal moteur de la croissance régionale.

20 ans de dynamiques économiques en Nord-Pas-de-Calais : création de richesse et mutations du tissu productif

Matthieu Lecomte | Philippe Macquet | Sébastien Terra
Service études et diffusion



INSEE NORD-PAS-DE-CALAIS - 130 avenue du Président J.F. KENNEDY - CS 70769 - 59034 LILLE CEDEX
03 20 62 86 29 - TÉLÉCOPIE : 03 20 62 86 00

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE PLUS SOUTENUE QUE DANS LES RÉGIONS AU PROFIL SIMILAIRE

Entre 1990 et 2011, le Nord-Pas-de-Calais, comme les autres régions françaises, a connu des phases de croissance économique mais aussi deux récessions : en 1993, en lien avec la crise du système monétaire européen, et surtout de 2008-2009, avec pour origine une crise financière mondiale. Dans le même temps, les mutations structurelles de l'économie régionale se sont poursuivies : déclin de l'industrie, développement des services. Le produit intérieur brut (PIB) permet d'observer ces phénomènes en mesurant l'activité économique et la création de richesse dans la région.

Au cours de cette période, le produit intérieur brut du Nord-Pas-de-Calais, corrigé de l'effet de l'inflation (PIB « en volume », a progressé en moyenne de 1,3 % par an. Cette évolution est assez proche de celle enregistrée en France de province (1,4 %). Cette croissance place la région au 10^e rang des régions de province. Le Nord-Pas-de-Calais se situe ainsi en position médiane entre, d'une part, les régions en forte croissance situées le long de la façade atlantique (Pays de la Loire, Aquitaine, Poitou-Charentes) mais aussi Île-de-France et Rhône-Alpes et, d'autre part, les régions du nord et de l'est de la France où la croissance a été plus modeste (► [Cartes](#)). Toutefois, la région connaît une croissance économique plus soutenue que les régions présentant une structure productive similaire (comme la Lorraine ou l'Alsace) ou une croissance démographique analogue (comme l'Auvergne, la Bourgogne, le Limousin ou la Lorraine, ► [Graphique 5](#)).

UN RYTHME DE CROISSANCE QUI S'ACCÉLÈRE ENTRE 1990 ET 2007

Si la croissance régionale est similaire à la moyenne de la France de province, les chemins de croissance sont différenciés (► [Graphique 1](#)) et les contributions des différents secteurs à la création de richesse inégales.

Entre 1990 et 1996, la croissance du Nord-Pas-de-Calais a été quasiment similaire à la croissance de la France de province (+ 1,2 % contre + 1,3 % par an en moyenne). Comme au niveau national, les services, qu'ils soient marchands ou non marchands, expliquent les deux tiers de la croissance de la valeur ajoutée régionale (► [Graphique 2](#)). Dans les services marchands, ce sont essentiellement les services aux entreprises (activités spécialisées, scientifiques et techniques ; activités de services administratifs et de soutien) qui alimentent la croissance.

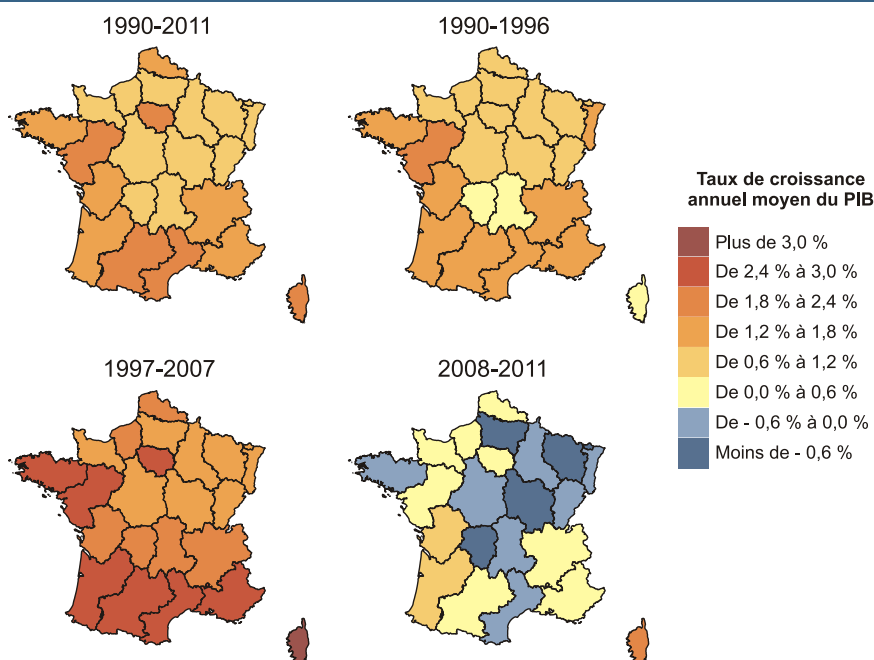
Dans la seconde moitié des années 1990 et au début des années 2000, la croissance régionale s'accélère sans dépasser le rythme observé en moyenne nationale. Le PIB progresse de 2,0 % par an dans la région entre 1997 et 2007, contre 2,2 % en France de province. En Nord-Pas-de-Calais, les services marchands expliquent plus de la moitié de la croissance : les services aux entreprises conservent un rôle moteur tandis que les activités de l'information et de la communication se développent. En revanche, la contribution des services non marchands à la croissance régionale est nettement plus modeste qu'au cours de la période précédente. Le commerce et l'industrie ont une contribution à la croissance inférieure à celle

de ces secteurs pour la France de province (respectivement 17 % et 15 %, contre 19 % et 18 % en France de province).

UNE RÉCESSION BRUTALE EN 2008-2009 MAIS UN REBOND RAPIDE

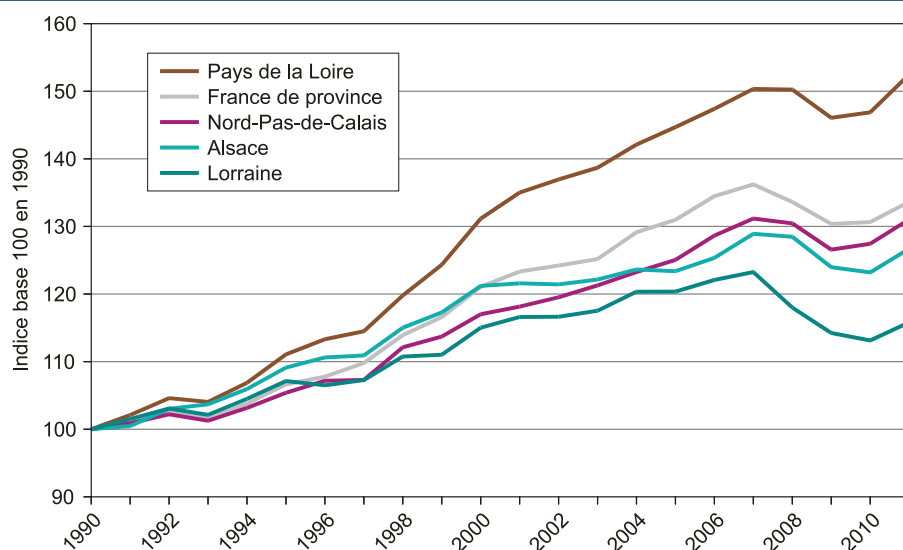
La récession de 2008-2009 casse la tendance favorable que connaissait l'économie régionale. Comme dans toutes les régions métropolitaines, à l'exception de la Corse, le PIB régional recule en 2008 et en 2009. Le Nord-Pas-de-Calais se singularise toutefois par une entrée en crise différée par rapport aux autres régions de province : le PIB baisse de 0,5 % en 2008 puis de 3,0 % en 2009 alors que le recul du PIB est marqué dès 2008 pour la France de province

Carte : ÉVOLUTION DES PIB RÉGIONAUX ENTRE 1990 ET 2011 ET PAR SOUS-PÉRIODE



Source : comptes régionaux base 2005 (Insee).

Graphique 1 : ÉVOLUTION DU PIB ENTRE 1990 ET 2011



Source : comptes régionaux base 2005 (Insee).

(- 1,9 % puis - 2,4 %). En 2009, dans la région, la quasi-totalité des secteurs économiques contribuent négativement à la croissance ➤ **Graphique 2**. Toutefois, l'économie du Nord-Pas-de-Calais rebondit dès 2010 et la région fait partie de la dizaine de régions qui ont retrouvé ou dépassé en 2011 le niveau de PIB qu'elles avaient atteint en 2008. Au total, la région enregistre une très faible croissance, estimée à + 0,1 % par an en moyenne entre 2008 et 2011, quand la France de province connaît une croissance nulle.

Au cours de cette période, la croissance de la valeur ajoutée en Nord-Pas-de-Calais est portée quasi uniquement par les services marchands, en particulier par les activités immobilières et, dans une moindre mesure, par les activités financières et d'assurance. Le tertiaire non marchand contribue à amortir l'impact de la crise en 2008 et en 2009 ➤ **Graphique 2**. À l'inverse, la construction et l'industrie pénalisent la croissance : dans ces secteurs, la valeur ajoutée diminue de 2,8 % et de 3,6 % par an en moyenne entre 2008 et 2011.

LES MUTATIONS DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE ET LA TERTIARISATION DE L'ÉCONOMIE

Ces évolutions accentuent des mutations tendancielle de la structure productive de l'économie régionale ➤ **Graphique 3**.

En 1990, malgré les restructurations à l'œuvre depuis les années 1970, l'industrie reste le principal secteur d'activité avec 27 % de la valeur ajoutée régionale. Entre 1990 et 2011, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée est divisée presque par deux. Le poids de l'industrie dans l'économie régionale atteint ainsi en 2011 celui observé en France de province (15 %).

Dans le même temps, la part des services marchands est en croissance continue, passant de 24 % au début des années 1990 à un peu plus de 32 % vingt ans plus tard. Cette tertiarisation provient notamment de l'essor des services aux entreprises (activités spécialisées, scientifiques et techniques ; activités de services administratifs et de soutien) dont le poids dans la valeur ajoutée régionale passe de 8 % à 11 %. Cette évolution illustre le développement de l'économie de la connaissance mais aussi un mouvement d'externalisation des services par les entreprises, notamment industrielles. Par ailleurs, au cours de la période, la part des activités immobilières s'est accrue de quatre points et atteint 12 % en 2011.

Les services non marchands, qui relèvent pour l'essentiel de la sphère publique, sont particulièrement présents dans la région : ils représentent environ 27 % de la valeur ajoutée totale en 2011, contre 25 % en France de province. Ils se sont davantage développés au début des années 1990 et dans les suites de la récession de 2008-2009.

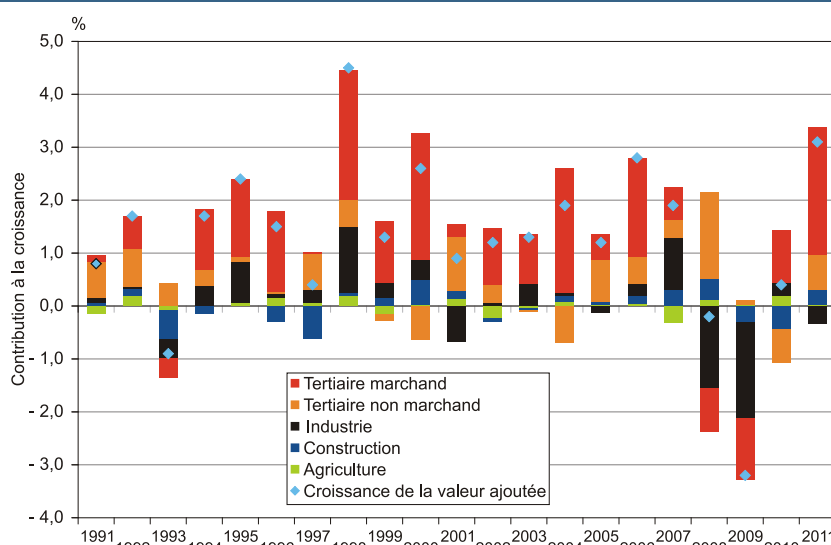
La part des autres secteurs (commerce, hébergement, restauration ; construction ; agriculture) dans la valeur ajoutée régionale est restée relativement stable.

LES SERVICES MARCHANDS, PRINCIPAL MOTEUR DE LA CROISSANCE RÉGIONALE

Entre 1990 et 2011, les sources de la croissance régionale sont assez différentes de celles observées dans les autres régions métropolitaines.

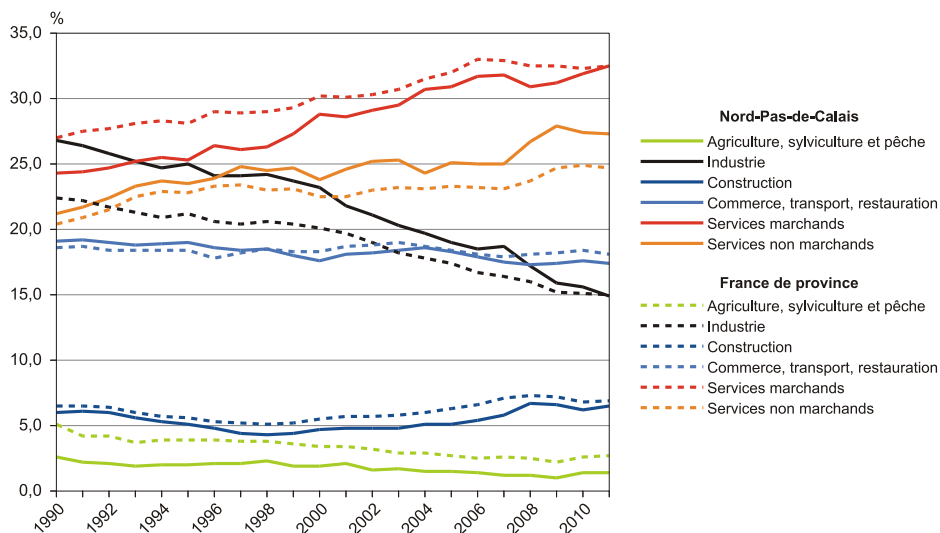
Le tertiaire marchand explique près des trois quarts de la croissance de la valeur ajoutée ➤ **Graphique 2** : 53 % pour les services marchands et 20 % pour le commerce, le transport et l'hébergement - restauration).

Graphique 2 : CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS SECTEURS À LA CROISSANCE DE LA VALEUR AJOUTÉE RÉGIONALE



Note de lecture : en 2011, la croissance de la valeur ajoutée régionale s'élève à 3,1 %. Cette croissance se décompose en la somme des contributions des différents secteurs. Le tertiaire marchand contribue pour 2,4 points à cette croissance, le tertiaire non marchand pour 0,7 point, et la construction pour 0,3 point. En revanche, l'industrie contribue négativement à la croissance (- 0,3 point) tandis que l'agriculture a une contribution nulle. Source : comptes régionaux base 2005 (Insee).

Graphique 3 : PART DES DIFFÉRENTS SECTEURS DANS LA VALEUR AJOUTÉE TOTALE DE L'ÉCONOMIE



Source : comptes régionaux base 2005 (Insee).

En France de province, sa contribution est inférieure de dix points, en raison notamment d'une moindre dynamique des services marchands. D'autre part, la hausse de la productivité a été un peu plus forte dans la région qu'en France de province (+ 0,4 % par an en moyenne entre 1990 et 2011 contre + 0,3 %). Cette progression plus accentuée est manifeste à partir du milieu des années 2000, sous l'impulsion notamment des activités immobilières.

Autre spécificité régionale, l'industrie ne contribue pas à la croissance de la valeur ajoutée, en raison notamment de la forte baisse de la valeur ajoutée industrielle entre 2008 et 2011. En France de province, l'industrie explique 15 % de la croissance. Ce contraste s'explique notamment par une moindre hausse de la productivité dans l'industrie (+ 2,1 % par an dans la région, contre + 2,7 % en France de province) et un recul plus prononcé de l'emploi dans la région ➤ Graphique 4. La valeur ajoutée industrielle a ainsi stagné en Nord-Pas-de-Calais alors qu'elle progressait de 1,3 % par an en France de province.

Enfin, avec 25 %, la contribution du tertiaire non marchand à la croissance est significative. Les autres secteurs d'activité (agriculture et construction) contribuent de façon marginale à la croissance régionale.

UNE PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL ÉLEVÉE ALIMENTE LA CROISSANCE RÉGIONALE

Dans la région, la croissance économique soutenue repose sur une productivité du travail élevée. En effet, la région se classe au 7^e rang des régions de province pour le PIB par emploi. Avec 67 240 euros en 2011, la productivité « apparente » du travail en Nord-Pas-de-Calais est similaire à la moyenne de la France de province. La situation de la région s'est améliorée depuis 1990 puisque le Nord-Pas-de-Calais occupait alors la 10^e place. Cette amélioration relative est en partie liée au développement d'activités tertiaires supérieures

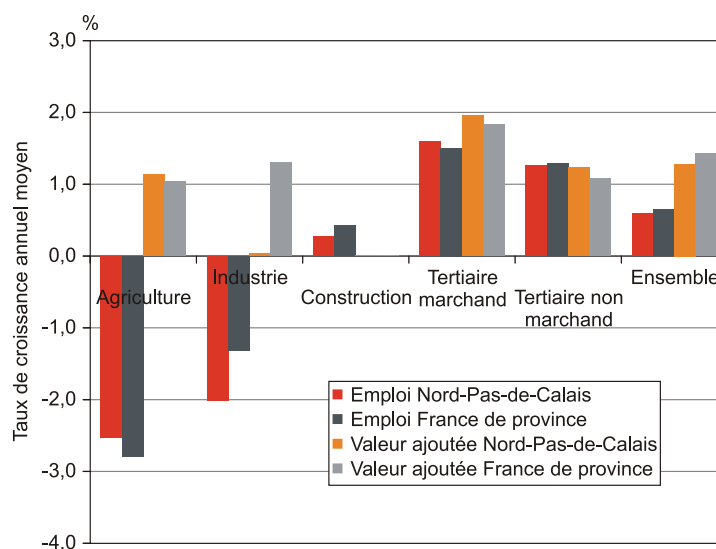
L'évolution de la productivité du travail a suivi une trajectoire similaire à la croissance du produit intérieur brut. Du milieu des années 1990 au milieu des années 2000, la productivité augmente légèrement plus faiblement dans la région (+ 0,8 % en moyenne par an entre 1997 et 2007, contre + 0,9 % en France de province). En revanche, depuis 2008 et les débuts de la crise, la productivité régionale augmente, de façon plus marquée qu'en France de province (+ 0,5 % en moyenne annuelle, contre + 0,2 %).

LE PIB PAR HABITANT PROGRESSE, EN DÉPIT D'UN TAUX D'EMPLOI QUI RESTE FAIBLE

En dehors de la structure productive de l'économie, d'autres facteurs peuvent contribuer à la croissance de la valeur ajoutée. Dans de nombreuses régions, la démographie est l'un de ces facteurs. C'est le cas notamment en Pays de la Loire, Bretagne, Aquitaine, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon ou en Corse. Dans ces régions, l'activité se développe plus vite pour répondre

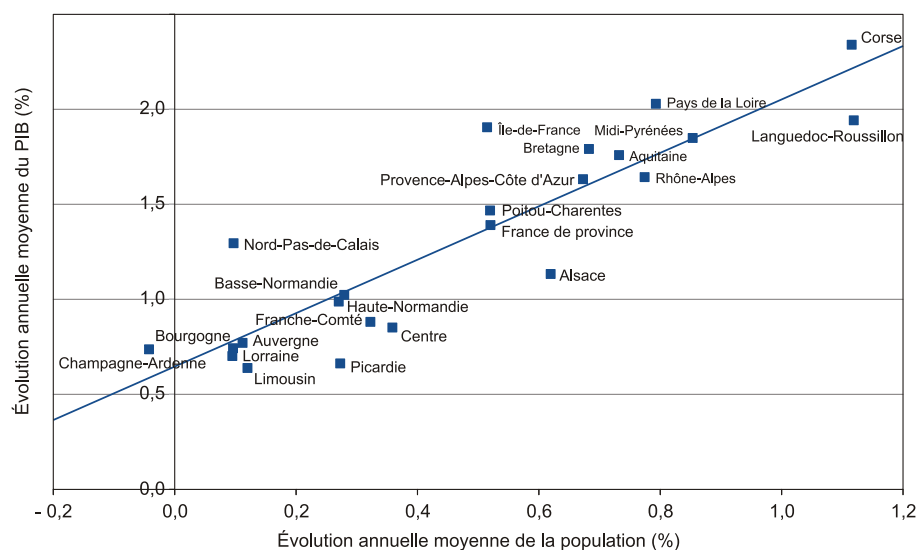
aux besoins de la population et, en retour, le dynamisme de l'activité contribue à leur attractivité démographique. À cet égard, la situation du Nord-Pas-de-Calais est atypique puisque la démographie contribue peu à la croissance économique. Plus particulièrement, la région enregistre une croissance économique plus soutenue que ce que laisserait prévoir sa faible croissance démographique ➤ Graphique 5. La progression du PIB régional est ainsi deux fois plus élevée que dans les régions présentant une croissance démographique similaire.

Graphique 4 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI ET DE LA VALEUR AJOUTÉE DES DIFFÉRENTS SECTEURS D'ACTIVITÉ ENTRE 1990 ET 2011



Source : comptes régionaux base 2005, estimations d'emploi (Insee).

Graphique 5 : CROISSANCE DU PIB ET CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ENTRE 1990 ET 2011



Note de lecture : le Nord-Pas-de-Calais enregistre, sur la période de 1990 à 2011, une croissance du PIB de + 1,3 % par an en moyenne, pour une croissance démographique de + 0,1 %. La droite illustre la relation observée, sur l'ensemble des régions de France métropolitaine, entre évolution économique et évolution démographique. Les régions positionnées au-dessus de cette droite, comme le Nord-Pas-de-Calais, ont une dynamique économique supérieure à celle attendue en moyenne au regard de la contribution démographique. À l'inverse, les régions au-dessous de cette droite, comme la Picardie, ont une dynamique économique en retrait au regard de leur évolution démographique.

Source : comptes régionaux base 2005, estimations de population (Insee).

Le PIB par habitant a ainsi nettement progressé entre 1990 et 2011. Avec un PIB par habitant de 25 200 euros en 2011, la région se classe au 12^e rang des régions de province alors qu'elle se situait au 20^e rang vingt ans plus tôt. Ce rattrapage s'explique principalement par la hausse du taux d'emploi régional, qui correspond à la part de la population en emploi au sein de la population des 15 à 64 ans. En effet, il est passé de 52 % en 1990 à 57 % en 2011, sous l'effet

notamment de la progression du taux d'emploi des femmes. Toutefois, par rapport aux autres régions de province, le taux d'emploi reste en retrait en Nord-Pas-de-Calais, en raison d'un taux de chômage élevé et de taux d'activité plus faibles, notamment chez les femmes. Ainsi, en dépit de l'évolution récente favorable, le PIB par habitant du Nord-Pas-de-Calais reste inférieur à la moyenne de la France de province. Le poids économique de la région, estimé à 7,5 % du PIB de la France

de province, demeure plus faible que son poids démographique, de l'ordre de 7,9 % de la population des régions de province.

DÉFINITIONS

La **valeur ajoutée** est égale à la valeur de la production diminuée de la valeur de la consommation intermédiaire (valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production).

Le **produit intérieur brut** (PIB) est égal à la somme des valeurs ajoutées, augmentée des impôts et diminuée des subventions sur les produits. Il est aussi égal à la somme des emplois finaux intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations.

MÉTHODOLOGIE

Les comptes régionaux sont publiés en base 2005, suite notamment à la prise en compte de la nouvelle nomenclature d'activités NAF « rév. 2 ». Ils ont été rétropolés jusqu'en 1990 en utilisant des tables de passage entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature. Depuis 2008, l'estimation des valeurs ajoutées régionales des branches marchandes (hors agriculture) repose sur l'utilisation des fichiers sur les comptes des entreprises issus du dispositif É sane (Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises) et du fichier Clap (Connaissance locale de l'appareil productif). Ce dernier permet d'opérer la régionalisation des comptes des entreprises en fonction de la masse salariale des établissements. La valeur ajoutée d'une entreprise est ainsi régionalisée au prorata de la masse salariale de chacun de ses établissements. Dans le cas des services non marchands (administration publique en particulier), la régionalisation est effectuée en fonction des seules rémunérations versées aux salariés de ces secteurs (à partir de la source Clap). La branche agriculture est régionalisée en utilisant directement les comptes élaborés par le ministère de l'Agriculture. Les valeurs ajoutées des établissements sont ensuite agrégées par secteur d'activité et par région. La structure des valeurs ajoutées régionales déterminée sur cette base est appliquée au PIB national pour l'estimation des PIB régionaux. La prise en compte de la source É sane à partir de 2008 a pu introduire des ruptures de série, rendant délicate l'interprétation des évolutions entre 2007 et 2008.

Les comptes nationaux (PIB au niveau France entière) ont été publiés le 15 mai 2014 en base 2010, pour se conformer au nouveau règlement européen (Sec 2010). Toutefois, les PIB régionaux calés sur ces nouveaux agrégats nationaux, ne pourront être diffusés qu'au début de l'année 2015, compte tenu des délais nécessaires pour régionaliser ces agrégats. Les évolutions régionales qui font l'objet de la présente étude ne devraient, pour autant, pas être remises en cause par le passage à la base 2010.

Pour en savoir plus

- **Brière L., Clément E.**, « Croissance dans les régions : davantage de disparités depuis la crise », *Insee Première*, n° 1501, juin 2014.
- **Hecquet V.**, « Emploi et territoires de 1975 à 2009 : tertiarisation et rétrécissement de la sphère productive », *Insee, Économie et Statistique*, n° 462-463, pp. 25-68, janvier 2014.
- **Ronan M.**, « Avant et après les chocs pétroliers : l'économie française de 1949 à 2012 » in « Trente ans de vie économique et sociale », *Insee Références*, pp. 11-20, janvier 2014.